


Profil pays – Guinée

1- Informations générales

	Nom complet du pays	GUINEE
	Capitale du pays	CONAKRY
	Langue(s) officielle(s)	FRANÇAIS
	Ports Principaux	PORT AUTONOME DE CONKARY et PORT DE KAMSAR
	Littoral (km)	350Km

2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

Lutte en mer

Ministère/Département/Agence	Ministère de la Défense Nationale
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Préfecture Maritime Le Préfet Maritime
Adresse	Ministère de la Défense Nationale Préfecture Maritime
Téléphone	+224 622864276
Mobile	+224 628967743 Urgence COM : Tel 19
Fax	
Courriel	kaidpre@gmail.com

Ministère/Département/Agence	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile
Point de contact en charge des questions de lutte à terre	Directeur Nationale Adjoint de la Protection Civile
Adresse	Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile- Direction Nationale de la Protection Civile
Téléphone	+224 628057788-+224 657656961
Mobile	+224 666515551
Fax	
Courriel	Amadoudieng85@yahoo.fr

3- Points de contact

[Point Focal GI WACAF](#)

Nom	CAMARA Ibrahima N'Gaye
Ministère/ Département / Agence	Ministre de L'Environnement des Eaux et Forets
Poste	Chef de Département Environnement Marin et Côtier
Adresse	Ministre de L'Environnement des Eaux et Forêts –Centre Environnementale du Milieu Marin et Côtier
Téléphone	+224622622400398
Mobile	+224664209870
Fax	
Courriel	ibrogaye@yahoo.fr / ibrogaye@gmail.com

[Point Focal OMI](#)

Nom	SOW Mamadou Mondjitaba
Ministère/ Département / Agence	Ministre des Transports
Poste	Chef de Section Pollution et Marchandises Dangereuses
Adresse	Ministre des Transport –Direction Nationale de la Marine Marchande
Téléphone	+224664244692
Mobile	+224620295426
Fax	
Courriel	moudjibatmci@yahoo.fr

4- Plan National d’Intervention d’Urgence (PNIU) en cas de déversement d’hydrocarbures

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	POLMARG
Statut du PNIU	Code de L’Environnement Chapitre II article 84, 86
Acte administratif d’approbation initial - Numéro et date	En cours d’approbation
Date de dernière mise à jour approuvée	Septembre 2017
Comité / Groupe de travail en charge de la question	Comité Inter Ministériel

Composants du Plan National d’Intervention d’Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	Répertoire Nationale des Substances Chimiques (DNE)
-----------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	Comme deuxième option	
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	Le Code de L'Environnement Chapitre III La Liste National des Produits chimiques	
Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Pas encore	
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	NON	
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	–	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	OUI	
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	Pas encore déterminées	
Existe-t-il des stocks de dispersants ?	Avec Société General de Pétrole (SGP)	
Emplacement des sites de stockage	Magasin Appointment Pétrolier au Port de Conakry	
Nom	Propriétaire SGP	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de sensibilité	Min. Environnement Direction Générale du Centre D'observation de Surveillance et D'information Environnementale (COSIE)
Groupe de travail / Comité en charge	Groupe de Travail

Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	OUI
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	
Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?	

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Statut du plan de nettoyage du littoral	Pas initié
Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?	
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique</i>(SCAT) en anglais) ?	
Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

Statut du plan de gestion des déchets	Code de L'Environnement Chapitre I article 58,67
Groupe de travail / Comité en charge	Groupe de Travail
Date de validation et de dernière mise à jour	Septembre 2017
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	OUI
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	OUI
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	OUI
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	Le Code de L'Environnement article 58,67 et code de la Marine Marchande

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	M Environnement Direction Générale Office Guinéenne des Parcs et réserves OGUIPAR
Groupe de travail / Comité en charge	Groupe de Travail
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?	OUI

Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	OUI / Direction Nationale des Eaux et Forêts, OGUIPAR et Guinée Ecologie
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	OUI/ Convention Biodiversité, CITES, RAMPAO

- Politique de brûlage in-situ

Statut de la politique de brûlage in-situ	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	–
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	OUI
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	Pas définit

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	OUI
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Fonction
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	–

- Organigramme

Fournir l'organigramme présent dans le plan

[Aspects transfrontaliers/internationaux](#)

- Coopération transfrontalière/internationale

Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?	OUI
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	NON
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	NON

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	OUI
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	Ci-joint la liste de matérielle

[Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	Par un Arrêté
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	OUI
Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?	OUI
Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?	OUI
Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	OUI
Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	OUI
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?	Selon le degré de pollution

5- Conventions et Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	OUI	OUI
MARPOL IV	OUI	OUI
MARPOL V	OUI	OUI
MARPOL VI	NON	NON

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	OUI	OUI
Protocole OPRC-HNS - 2000	NON	NON

[Responsabilité et indemnisation](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	OUI	OUI
FONDS 1992	OUI	OUI
Fonds Complémentaire	NON	NON
Convention HNS 2010	NON	NON
Convention Hydrocarbures de soute – 2001	NON	NON

[Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan	OUI	OUI
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures	OUI	OUI
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	OUI	NON
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la	OUI	OUI

Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)		
----------------------------------------------------	--	--

6- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	OUI / Société Générale des Pétroles
---------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------

7- Expertise et ressources au niveau national

Le gouvernement : —
Le secteur privé : _ Moyens de lutte sectoriel Société Générale des Pétroles (SGP) et le Port de Kamsar

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	NON
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	NON
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	NON

8- Industrie

Quels partenaires industriels du secteur Oil&Gas sont présents et opèrent dans votre pays?	Société Générale des Pétroles / TOTAL SCHELL, VIVO ENERGIE
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	OUI Comité de crise
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	NON
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	Le Port de Kamsar et la Société des Pétroles de Guinée (SGP) ont leurs équipements et font des exercices réguliers